

**Visite** Secrétaire d'État à la biodiversité, Barbara Pompili a fait étape hier dans la vallée de la Loue

## « La biodiversité est aussi une manne »

**Besançon.** Visite de source et de rivière mais réunion fleuve s'écoulant dans tous les sens : ainsi peut se résumer l'étape doubsienne de Barbara Pompili. Après une rencontre avec des maires à Devecey et un passage à Saône, c'est dans la commune de Vuillafans traversée par une Loue impétueuse que la secrétaire d'État à la biodiversité a eu hier des échanges tous terrains avec des élus régionaux et départementaux, des acteurs des milieux environnementaux et aquatiques et des agriculteurs. Dégradation constante de l'état des eaux de la Loue, régression continue depuis seize ans de la truite fario, espèce emblématique de la rivière, épanchages, effluents, assainissement, stations d'épuration, milieux karstiques, tout y est passé. Le tout en vrac y compris, hors sujet, le prix du lait standard mis sur la table par des agriculteurs avec leur revenu.

### Une pollution touche toute l'économie d'un territoire

On le sait, la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a été adoptée l'été dernier après avoir subi les pressions des lobbies des chasseurs, des agriculteurs, des industriels de la pêche et de l'agrochimie. Objectif, quarante ans après la loi de 1976 : favoriser une nouvelle harmonie entre l'homme et la nature dans un pays comptant des écosystèmes dont le mauvais état peut avoir bien des répercussions. À cet égard, Alexandre Cheval, chargé de développement à la fédéra-



■ A Vuillafans, Barbara Pompili et le député Eric Alauzet ont rencontré élus et acteurs de l'environnement et de la faune aquatique.

Photo Sam COULON

tion de pêche du Doubs, déplore l'impact de la pollution de la Loue sur toute l'économie du cru dont le tourisme.

Pareille prise en compte des effets sur un territoire du mauvais état d'un patrimoine naturel tout comme certaines mesures vertueuses prises par des agriculteurs dans leurs pratiques, Barbara Pompili les note avec intérêt : « La biodiversité recouvre tout, c'est aussi une manne de développement économique ; beaucoup d'acteurs ne l'ont pas encore intégré. Dans le Doubs, élus, associations, pêcheurs, agriculteurs ont la volonté de travailler ensemble. Cela oblige à écouter l'autre, à prendre en compte ses contraintes, à ne pas se rejeter la faute. »

Reste que la ministre a été interpellée sur le peu de moyens financiers prodigués par l'État : ainsi, le syndicat mixte de la Loue va emprunter 150 000 €. L'Agence française pour la biodiversité

coordonnera à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain les politiques en faveur des milieux naturels, conseillera les élus et les aménageurs mais fera aussi la police environnementale. Barbara Pompili souligne : « Des instances régionales de l'Agence seront créées et seront des interlocuteurs apportant appui technique et recherches de financement à tous les acteurs et porteurs de projets. De nombreux projets de restauration écologique peuvent avoir des financements. »

La ministre a par ailleurs lâché : « C'est vrai qu'il y a eu un problème de financement avec Natura 2000 à la mise en place. Cela me met hors de moi mais un logiciel ne fonctionnait pas. En attendant, la Région va débloquer un peu. Au delà, on ne pourra pas s'épargner de revoir notre fiscalité pour qu'elle pèse moins sur le travail et plus sur les activités polluantes. »

Yves ANDRIKIAN